

Deux urgentologues quittent Gatineau, mais ce n'est pas un drame

Le Droit

Deux urgentologues du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau (CSSSG) quitteront l'établissement en juin prochain, tandis que deux autres réduiront de façon significative leur disponibilité.

Le porte-parole du CSSSG, Denis Saint-Jean, a cependant tenu à nuancer ces départs. « Nous comptons actuellement une trentaine d'urgentologues et nous sommes constamment en recrutement », a-t-il précisé.

Questionné à ce sujet, le ministre responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier, a indiqué qu'il « ne faut pas que ça devienne un bouleversement majeur à chaque fois qu'un médecin quitte la région ».

« Nous devons garder la tête froide, a-t-il dit. Notre bilan de recrutement médical est positif, mais ça ne veut pas dire que nous n'aurons pas à faire face à d'autres départs de médecins dans le futur. »

M. Pelletier a répété que les résultats attendus en Outaouais n'ont pas été au rendez-vous et que de nombreux défis restent à relever.

Selon lui, l'Outaouais est une des seules régions où les améliorations attendues ne se sont pas concrétisées au cours du présent mandat des libéraux.

L'urgentologue de Gatineau, le Dr Fayez Abboud, indiquait, hier, que la situation dans les urgences du CSSSG n'a cessé de se dégrader depuis 2003, l'année

de l'arrivée des libéraux de Jean Charest à la tête du Québec. Le médecin qui a 21 ans d'expérience affirme vivre actuellement « les pires années » de sa pratique.

« La situation n'est pas parfaite, mais l'Outaouais a dû passer à travers une importante fusion hospitalière qui a demandé le rétablissement de l'harmonie entre les cultures médicales des hôpitaux de Hull et Gatineau, a ajouté le ministre. Je crois cependant que le pire est maintenant derrière nous. »

Les priorités des prochaines années en santé pour l'Outaouais seront, premièrement, le recrutement de médecins et d'infirmières, a noté M. Pelletier. Nous devons aussi faire en sorte de développer d'avantage les soins à domicile et investir dans les logements pour les personnes âgées afin de libérer des lits d'hôpital.

Quant à la situation frontalière spécifique à l'Outaouais, M. Pelletier a mentionné que des solutions supplémentaires pourraient être amenées.

« La région pourrait être plus autonome dans ses décisions, a-t-il indiqué. La possibilité de faire de l'Outaouais une zone tampon doit être abordée avec beaucoup de soins, il faut savoir où s'arrêter. Il ne faut pas dégarnir les autres hôpitaux pour garnir le CSSSG. Il faut garder un équilibre en misant d'avantage sur l'autonomie de la région en matière de santé. »